

Mardi (matin) 15 septembre 2015

Direction de l'économie publique

52 2015.RRGR.74 Motion 026-2015 Haas (Berne, PLR) Vieille ville de Berne: l'assimiler à une région touristique

N° de l'intervention: 026-2015
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 19.01.2015
Déposée par: Haas (Berne, PLR) (porte-parole)
Cosignataires: 9
N° d'ACE: 681/2015 du 3 juin 2015
Direction: ECO

Vieille ville de Berne: l'assimiler à une région touristique

Le Conseil-exécutif est chargé de présenter au Grand Conseil une modification de la loi sur le commerce et l'industrie (LCI) qui assimilera la partie basse de la vieille ville à une région touristique (comme décrit au point 5) ou lui accordera au moins un traitement spécial (au sens du point 6 ci-dessous).

Développement :

En préambule nous signalons que la présente motion est délibérément plus restrictive que la motion 093-2010 de Mathias Tromp, PBD (dont le délai d'exécution a été prolongé) : elle se limite explicitement à la partie basse de la vieille ville de Berne et ouvre en outre la possibilité d'une réglementation spéciale. Et comme la motion peut être mise en œuvre selon le droit (fédéral) en vigueur, il n'est pas non plus nécessaire d'attendre une modification du droit fédéral (raison de la prolongation de délai de la motion Tromp).

L'ouverture des magasins est réglée comme suit, question du travail des employé-e-s comprise :

1. En règle générale, c'est le droit cantonal qui détermine si un magasin peut être ouvert ou non (certaines gares et boutiques de stations service font exception).
2. C'est la loi fédérale sur le travail qui détermine si l'on peut employer du personnel ou si seuls le ou la propriétaire du magasin et sa famille peuvent travailler.
3. En vertu de la loi fédérale sur le travail, le personnel peut travailler jusqu'à 23 heures, sauf le dimanche.
4. Le personnel ne peut être employé le dimanche que dans les régions touristiques (ou dans certaines gares et boutiques de stations service). Conformément au droit fédéral, plus de la moitié des activités économiques doivent y être de nature touristique, ce qui correspond grosso modo à la définition actuelle des régions à vocation touristique selon le droit cantonal.
5. S'il est possible d'assimiler la vieille ville à une région touristique en raison du caractère majoritairement touristique de ses activités, le Conseil-exécutif pourrait le faire dans l'ordonnance sur le commerce et l'industrie (les magasins pourraient alors employer du personnel jusqu'à 22h30 même le dimanche). Cela présuppose cependant que la LCI le permette aussi pour des *quartiers* d'une commune et non seulement pour la commune entière. Mais d'après ce que je comprends de la loi, cela n'est actuellement possible que pour des communes *entières*, d'où ma demande de modification de loi.
6. Si contre toute attente les activités de la vieille ville ne devaient pas être majoritairement de nature touristique au sens de la loi fédérale, selon moi, il serait malgré tout possible de l'assimiler à une sorte de région touristique avec statut particulier dans le droit cantonal, qui, dans l'intérêt des touristes, pourrait bénéficier d'horaires d'ouvertures plus souples. Avec cette solution, il ne serait toutefois pas possible d'employer du personnel le dimanche (le ou la propriétaire ou sa famille devrait alors prendre le relais).

Une ébauche de règlement sur l'introduction d'une taxe de promotion du tourisme circule actuellement dans l'administration de la ville de Berne : le conseil communal y part du principe que la vieille ville, en particulier sa partie basse, est une zone dépendant en grande partie du tourisme.

Dans un souci d'exhaustivité, nous signalerons également que la mise en œuvre de la présente motion ne comporte évidemment pas le risque que de gros distributeurs s'implantent dans la partie basse de la vieille ville. La réglementation communale sur les constructions interdit en effet les grandes surfaces (maintien des murs coupe-feu, protection des intérieurs et des locaux d'habitation).

La présente motion n'entend pas non plus obliger les magasins à ouvrir mais elle ne fait que leur donner la possibilité d'ouvrir selon les horaires qui sont également en vigueur dans d'autres régions touristiques de notre canton et qui y ont fait leurs preuves.

Réponse du Conseil-exécutif

Comme indiqué à juste titre dans la motion, l'autorisation d'ouvrir un magasin est déterminée par des prescriptions à la fois cantonales et fédérales. Le Conseil-exécutif est donc d'avis que ces dernières doivent être harmonisées afin d'offrir à l'économie des conditions cohérentes et compréhensibles.

Depuis le 1^{er} janvier 2007, les directives relatives aux heures d'ouverture des magasins du canton de Berne sont plutôt souples en comparaison intercantonale:¹

- durant la semaine, les magasins peuvent rester ouverts jusqu'à 20 heures
- la vente du soir est autorisée une fois par semaine jusqu'à 22 heures
- le samedi, l'heure de fermeture des magasins est fixée à 17 heures
- chaque magasin a le droit d'ouvrir deux dimanches par année; les boulangeries, confiseries, boucheries, laiteries et magasins de fleurs peuvent ouvrir tous les dimanches.

Ce cadre est loin d'être exploité entièrement par les magasins du canton – y compris dans la partie basse de la vieille ville de Berne. La vente du soir ne s'est pas non plus imposée partout, mais seulement dans les centres (surtout dans la partie haute de la vieille ville de Berne). Ni les confiseries, ni les magasins de fleurs n'ouvrent le dimanche dans la partie basse de la vieille ville.

Dans les communes dépendant principalement du tourisme, les magasins peuvent ouvrir de 6 heures à 22 heures 30 tous les jours (art. 12 LCI). L'énumération figurant à l'article 5 de l'ordonnance d'exécution² comprend seulement des communes de l'Oberland, englobant ainsi une zone homogène en dehors des centres urbains. Ni Thoune, ni Spiez ne sont considérées comme communes touristiques.

Les prescriptions obligatoires de la Confédération sur l'emploi des travailleurs sont inscrites dans la loi sur le travail et ses dispositions d'exécution³. Il y a lieu d'appliquer le droit fédéral en se fondant sur ses règles et la jurisprudence du Tribunal fédéral. Le fait qu'une commune soit mentionnée ou non dans l'OCI ne joue donc aucun rôle pour le travail dominical. Durant la semaine, le temps de travail autorisé s'étend jusqu'à 23 heures. La réglementation est plus restrictive le dimanche. Il n'est possible d'employer du personnel qu'aux conditions suivantes:

- L'entreprise est située dans une région touristique où le tourisme joue un rôle prépondérant tout en étant sujet à de fortes variations saisonnières. Il faut qu'une part importante du produit brut soit réalisée dans le secteur touristique.

¹ Cf. articles 9 à 14 de la loi du 4 novembre 1992 sur le commerce et l'industrie (LCI, RSB 930.1)

² Ordonnance du 24 janvier 2007 sur le commerce et l'industrie (OCI, RSB 930.11)

³ Loi fédérale du 13 mars 1964 sur le travail dans l'industrie, l'artisanat et le commerce (loi sur le travail, LTr; RS 822.11); ordonnance fédérale 1 du 10 mai 2000 relative à la loi sur le travail (OLT 1, RS 822.111); ordonnance 2 du 10 mai 2000 relative à la loi sur le travail (OLT 2; RS 822.112) (Dispositions spéciales pour certaines catégories d'entreprises ou de travailleurs)

- Il s'agit d'une entreprise répondant aux besoins spécifiques des touristes⁴, dont le tourisme de consommation ne fait pas partie selon la jurisprudence.

Ces restrictions ne concernent pas les entreprises familiales. Celles-ci se caractérisent par le fait que le ou la propriétaire ainsi que leurs parents en ligne ascendante ou en ligne descendante (parents et enfants) assument seuls la responsabilité économique de l'entreprise. Ce n'est plus le cas si d'autres personnes participent à l'exploitation par le biais d'une société anonyme (SA) ou d'une société à responsabilité limitée (Sàrl). Les entreprises familiales qui emploient du personnel sont soumises au droit du travail⁵.

La présente motion demande d'étendre la réglementation selon l'article 12 LCI à la partie basse de la vieille ville de Berne. Cela n'est pas possible sur la base du droit en vigueur, qui parle de *communes*. Une modification de la loi serait nécessaire pour donner suite à la demande formulée dans la motion.

Nous l'avons déjà mentionné, les magasins de la partie basse de la vieille ville de Berne n'utilisent pas toutes les possibilités offertes par le droit en vigueur. Ils peuvent en effet décider à tout moment de prolonger leurs heures d'ouverture jusqu'à 20 heures, au lieu de fermer à 18 heures 30.

Pour ce qui est des dimanches, une adaptation des heures d'ouverture fixées par le canton n'apporterait rien aux magasins, car la plupart d'entre eux sont soumis à l'interdiction du travail dominical. Le message du Conseil communal sur la taxe de promotion du tourisme ne permet pas de conclure que le travail dominical serait possible dans la partie basse de la vieille ville⁶:

- Le tourisme exerce une influence directe et indirecte sur environ 6 pour cent de l'emploi total dans la ville de Berne. Cette valeur est loin de représenter une part importante de l'activité économique.
- Le territoire communal de la ville de Berne est divisé en trois zones d'importance variable sur le plan touristique. La partie basse de la vieille ville, mais aussi la partie haute, la Matte, la grande et la petite Allmend, le Jardin des roses et le Centre Paul Klee, le Parc aux ours, le quartier de Gryphenhübeli/Thunplatz, le Schwellenmätteli, le Dählhölzli et la partie haute de Kirchenfeld, le Wankdorffeld, la Lorraine et Brünnen sont tous classés dans la première zone (importance touristique la plus haute).

On peut en conclure d'une part que l'importance économique du tourisme pour la ville de Berne est nettement inférieure à celle des autres lieux touristiques connus. Par ailleurs, l'importance touristique de la partie basse de la vieille ville de Berne n'est pas suffisante pour justifier un traitement spécial concernant les heures d'ouverture des magasins. Des heures d'ouvertures différentes entre la partie basse et la partie haute de la vieille ville engendreraient un déséquilibre entre des magasins similaires au sein de la même commune. Si les heures d'ouverture ne sont pas les mêmes au-delà de la Tour de l'Horloge et entre celle-ci et la gare, la partie basse de la vieille ville deviendra plus attractive pour les enseignes nationales et internationales du secteur de la vente qui ne s'adressent pas nécessairement aux touristes. Les commerces en place risqueraient d'être soumis à une concurrence écrasante sans que soit regroupée la surface de ventes de plusieurs immeubles.

Le fait que la ville de Berne refuse elle aussi un assouplissement des heures d'ouverture va également à l'encontre d'une modification de la LCI: le 19 août 2010, le parlement de la ville a d'ailleurs rejeté par 33 voix contre 27 une motion⁷ allant dans ce sens.

Vu ce qui précède, le Conseil-exécutif ne voit ni possibilité ni nécessité de modifier la LCI. Les quelques entreprises familiales pour lesquelles la LCI représente effectivement une restriction peuvent se voir accorder une autorisation exceptionnelle en vertu de l'article 14 LCI.

⁴ Article 25 OLT 2

⁵ Art. 4 LTr

⁶ Rapport (2 avril 2015) du Conseil municipal à l'intention du conseil de ville sur l'introduction d'une taxe de promotion du tourisme et annexe 1, téléchargeable sur www.bern.ch => Mediencenter => Medienmitteilungen Gemeinderat (*en allemand seulement*)

⁷ M 09.000298 «Besser für den Tourismus – Besser fürs Gewerbe» («*Mieux pour le tourisme - mieux pour le commerce*»). Selon le chiffre 1, le Conseil communal devrait proposer au Conseil-exécutif que la partie basse de la vieille ville figure dans la liste des zones touristiques.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

Carlos Reinhard, Thoune (PLR), vice-président. Die Motion ist bestritten. Wir führen eine freie Debatte. Grossrat Haas hat das Wort.

Adrian Haas, Berne (PLR). Die Motion möchte, dass die untere Altstadt zwischen Nydegg und Zeitglocken als Tourismusgebiet bezeichnet werden könnte. Damit wäre es möglich, die Ladenöffnungszeiten etwas flexibler zu handhaben. Die Motion spricht davon, dass man in der Regierungsratsverordnung die untere Altstadt als Tourismusgebiet bezeichnet. Dies hätte zur Folge, dass man am Sonntag von 6 Uhr bis 22.30 Uhr geöffnet halten könnte. Die Motion ist jedoch in diesem Sinn weniger streng, indem sie im Nachsatz offen lässt, dass eine spezielle Regelung geschaffen werden könnte, zum Beispiel, dass man in der unteren Altstadt bis 20 Uhr geöffnet halten könnte. Die untere Altstadt hat in letzter Zeit sehr viele Touristen gewonnen, namentlich auch mit der Veränderung, die im Bärenpark stattgefunden hat. Deshalb wäre es nun wirklich angebracht, dass beispielsweise ein Souvenirgeschäft am Sonntag, wenn die Touristen vorbeigehen, geöffnet halten könnte. Offenbar hat Bern Tourismus bereits zahlreiche Reklamationen von Touristen erhalten, die sich über die Situation beklagen.

Die Motion verlangt eigentlich nicht viel; sie verlangt eine kleine Änderung des Handels- und Gewerbegesetzes. Meines Erachtens sollte das möglich sein. Es würde auch niemand gezwungen, einen Laden zu öffnen. Dies wäre den Ladeninhabern freigestellt. Die Motion betrifft auch nicht die Frage der Beschäftigung von Personal. Diese kann nicht auf der kantonalen Ebene geregelt werden. Zudem ist noch offen, ob am Sonntag Personal beschäftigt werden kann. Das wäre nur dann möglich, wenn die untere Altstadt auch nach Arbeitsgesetz als Tourismusgebiet betrachtet werden kann. Diese Frage müsste noch juristisch geklärt werden. Könnte man kein Personal beschäftigen, müsste oder dürfte der Ladeninhaber oder seine Familie selbst im Laden stehen. Müssen tut er bekanntlich auch nicht. Von daher verlangt die Motion eigentlich nicht viel. Aber sie verlangt, dass man endlich auf die Bedürfnisse der Touristen in der Berner Altstadt eingehen kann. Ich bitte den Rat, die Motion zu unterstützen.

Andrea Zryd, Macolin (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion lehnt diesen Vorstoss ab. Ich erkläre kurz, aus welchen Gründen, und werde anschliessend noch etwas Persönliches dazu sagen. Adrian Haas ist ein Fuchselein, mittels Salamtaktik möchte er die Ladenöffnungszeiten liberalisieren. Würde man nun die untere Altstadt als Tourismusgebiet deklarieren, würden irgendwann sicher auch der mittlere und der obere Teil folgen und vielleicht noch weitere Zonen der Stadt Bern. Für uns geht das nicht auf. Dazu kommt, dass die Stadt Bern insgesamt lediglich 6 Prozent der Gesamtbeschäftigung aus dem Tourismus generiert. Das ist auch aus der Antwort des Regierungsrats zur Motion klar ersichtlich. Im Gegensatz dazu wird im Berner Oberland im Rahmen des Tourismus ein sehr grosser Teil aus dem Detailhandel erwirtschaftet. Adrian Haas hat es vorhin bereits angesprochen: Familienbetriebe dürfen bereits jetzt am Sonntag geöffnet halten, wenn die Inhaber selbst oder die engsten Angehörigen im Laden stehen. Diese Möglichkeit wurde bisher nur spärlich genutzt; nur wenige Betriebe machen davon Gebrauch. Wenn ich mich nicht irre, hat jeweils die Confiserie Tschirren am Sonntag geöffnet. Ganz sicher bin ich jedoch nicht. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion befürchtet zudem, dass sich mit einer Liberalisierung grössere Ketten in der unteren Altstadt ansiedeln würden. Für sie wäre es kein Problem, Sonntagsverkauf zu machen. Sie verfügen über genügend Mittel. Für kleinere Betriebe ist dies hingegen fast nicht möglich. Das würde zu einem grossen Konkurrenzkampf führen, auch zu einem Konkurrenzkampf zwischen verschiedenen Stadtteilen.

Nun möchte ich noch eine persönliche Bemerkung anbringen: Ich bin im Gegensatz zu anderen Mitgliedern unserer Fraktion keine vehemente Gegnerin einer Liberalisierung der Ladenöffnungszeiten. Als Touristin, zum Beispiel in Italien, besuche ich gerne am Sonntag

Ladengeschäfte. Ich finde es gut, wenn die Orte belebt sind. Wenn man dies im Kanton Bern machen will, muss man aus meiner Sicht aber ganz klar Gesamtarbeitsverträge und Mindestlöhne einführen. Es kann nicht sein, dass der Chef in seinem Ferienhaus im Oberland das Wochenende mit seiner Familie genießt, während der Lehrling oder eine billige Arbeitskraft arbeiten muss. Deshalb ist es im Moment für mich klar, dass ich die Motion ablehne. Man wird aber zu gegebener Zeit über eine Liberalisierung der Ladenöffnungszeiten diskutieren können.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Die Motion von Adrian Haas will die untere Altstadt von Bern als Tourismuszone anerkennen. Die grüne Fraktion kam nach einer Diskussion zum Schluss, dass dieses Anliegen im Moment weder umsetzbar noch wünschenswert ist. Deshalb lehnen wir die Motion in der vorliegenden Form ab. Dass nun versucht wird, den Begriff der Tourismuszone umzudefinieren, um eine eigene Sonderzone einzurichten, ist für uns nicht der richtige Weg. Ich habe dem Motionär vorhin sehr gut zugehört. Er hat gesagt, es gehe nicht um viel. Lieber Adrian Haas, bei Ladenöffnungszeiten von 6 bis 22.30 Uhr geht es um sehr viel und keineswegs um wenig. Und von jemandem mit juristischer Bildung die Aussage zu vernehmen, man müsse juristisch noch genauer prüfen, ob das Personal wirklich beschäftigt werden könnte, erstaunt mich doch sehr.

Zur Begründung unserer Ablehnung der Motion nenne ich vier Punkte. Punkt eins: Bekanntlich haben wir im Kanton Bern liberale, relativ weit gehende Ladenöffnungszeiten. Das schreibt in seiner Antwort auch der Regierungsrat sehr ausführlich. Im ganzen Kanton kann jedes Geschäft bis um 20 Uhr geöffnet halten. Es sind zwei Sonntagsverkäufe möglich, an einem Tag können die Geschäfte bis um 22 Uhr offen sein. Alle Blumengeschäfte, Kioske, Bäckereien, Confiserien und Milchläden können jeden Sonntag öffnen. Es bestehen also schon heute weitgehende Möglichkeiten, die Läden geöffnet zu halten. Diese Möglichkeiten werden gar nicht ausgenutzt. Liebe Kolleginnen und Kollegen, wenn Sie durch die Geschäfte gehen, stellen Sie fest, dass die heutigen kantonalen Ladenöffnungszeiten nicht ausgenutzt werden. Das zeigt doch, dass eben genau keine Nachfrage vorhanden ist. An die Adresse von Adrian Haas als Juristen: Auf Bundesebene wird im Arbeitsgesetz der Grundsatz verankert, das am Sonntag nicht gearbeitet werden soll. Das kann man anders wollen, aber es ist so. Ausnahmen sind sehr eng gefasst, im Gesundheitsbereich, im Verkehr und auch im Tourismus unter sehr engen Bedingungen. Wir sind klar der Meinung, dass die untere Altstadt diese Bedingungen nicht erfüllt. Am Sonntag kann nur dann Personal beschäftigt werden, wenn es sich um ein Fremdenverkehrsgebiet von wesentlicher Bedeutung und mit saisonalen Schwankungen handelt. Das Bruttosozialprodukt muss einen bedeutenden Teil ausmachen. Wie meine Vorgängerin bereits gesagt hat, ist dies mit 6 Prozent in der Stadt Bern im Moment sicher nicht erfüllt. Die Bedingungen sind restriktiv. Zudem gibt es dazu eine rege Bundesgerichts-Rechtsprechung über Streitfälle. Es ist also relativ klar, dass der Kanton Bern hier kein Sonderzöglein fahren kann.

Punkt zwei, Familienbetriebe: Wenn Familienbetriebe kein Personal beschäftigen, können sie bereits heute das Geschäft sehr weitgehend offen halten. Sie können am Sonntag öffnen und haben auch sonst weitgehende Ausnahmemöglichkeiten. In seiner Antwort schreibt der Regierungsrat den auch, dass dies weiterhin möglich ist. Das ist unbestritten. Ich erinnere an den Charakter der unteren Altstadt, und zwar auch aus touristischer Sicht: Die Berner Altstadt ist UNESCO-Weltkulturerbe, und ihr Charme lebt von einem Mix aus kleinen Handwerkerläden, kleinen Boutiquen und kleinen Geschäften. Diese Leute würden unter Druck gesetzt, wenn plötzlich eine Luxusbijouterie nach der anderen in der Altstadt Läden eröffnen würde, wie wir es aus Interlaken oder aus Genf kennen. Das richtet sich an die Adresse derer, die hier KMU vertreten. Das wäre bestimmt nicht der Charakter, der für uns touristisch interessant wäre.

Punkt drei: Fragt man die Direktbetroffenen, diejenigen, die am Sonntagabend bis um 22.30 Uhr arbeiten müssten, ist die Antwort unisono: Das geht zu weit. Der Detailhandel kennt schon heute die Sechstageswoche. Würde man nun sogar die Siebtageswoche einführen, müssten die Mitarbeitenden verfügbar sein, auch wenn sie logischerweise nicht an sieben Tagen arbeiten würden. Die Arbeitsbedingungen wurden erwähnt: Selbst Berufsleute haben im Detailhandel häufig sehr niedrige Löhne. Zu den schlechten Arbeitsbedingungen, die nicht von einem Gesamtarbeitsvertrag geregelt werden, käme noch, dass die Mitarbeitenden bis um 22.30 Uhr arbeiten müssten. Aus meiner Sicht ist das nicht der richtige Weg.

Punkt vier richtet sich an diejenigen, welche die Gemeindeautonomie hochhalten: Die Stadt Bern hat sich deutlich gegen einen ähnlichen Vorstoss ausgesprochen. Im Jahr 2010 hat sie es nämlich abgelehnt, dass die untere Altstadt in die Liste der Tourismusgebiete aufgenommen wird. Ich komme zum Schluss. Eine Änderung des Gesetzes ist unnötig; die Motion ist falsch und nicht

umsetzbar. Ich hoffe auf Ablehnung.

Le président Marc Jost reprend la direction des délibérations.

Michel Rudin, Lyss (pvl). Im Grundsatz gibt es seitens der glp zwei Bemerkungen: Zum einen stehen wir ganz klar für eine liberale Wirtschaftspolitik ein und sichern folglich Adrian Haas unsere Unterstützung zu. Zum andern muss dieser Fall genauer betrachtet werden. Es betrifft die untere Altstadt. Wenn man sich explizit auf einen Bereich bezieht, werden Ungleichheiten geschaffen. Ein System ist immer dann gut, wenn es stringent ist. Stringent ist es jedoch nicht, wenn verschiedene Möglichkeiten bestehen, die Geschäfte offen zu halten. Das wäre hier der Fall, weil zwischen unterer und oberer Altstadt differenziert wird. Das löste bei uns eine gewisse Kritik aus. Andererseits setzen sich die Grünliberalen bekanntlich schon seit Längerem auf nationaler Ebene für eine Liberalisierung ein. Deshalb können wir der Motion zustimmen.

Verschiedene Punkte möchte ich dazu aber noch anmerken. Wir haben den Wirtschaftsstandort Bern, wir haben ein UNESCO-Weltkulturerbe, und am Sonntag kann man in der unteren Altstadt nicht einkaufen. Das muss man sich einmal vorstellen. Für mich ist das nicht ganz nachvollziehbar. Wenn ich mit internationalen Freunden, die ich in die Schweiz einlade, Bern besichtige, gehe ich mit ihnen beispielsweise in den Rosengarten, von wo aus man die wunderschöne Altstadt sieht. Wenn wir am Sonntag unterwegs sind, ist ihnen unbegreiflich, dass die Geschäfte geschlossen sind, und auch mir geht es so. Andrea Zryd hat vorhin gesagt, sie sei bisweilen im Ausland unterwegs, dort seien die Geschäfte am Sonntag geöffnet und man könne einkaufen. Das ist eine Qualität, die wir uns im Kanton Bern ebenfalls leisten sollten. Allerdings gibt es ein Problem mit dem Bundesrecht. Dieser Aspekt ist selbstverständlich vorhanden. Ich beurteile dies jedoch etwas anders als Andrea Zryd und Natalie Imboden. Auf der rechtlichen Seite ist klar, dass es für die Förderung der touristischen Gebiete gedacht ist. Deshalb wurde dies auch so ins Gesetz geschrieben. Aber die Stadt Bern hat auch den Aspekt des touristischen Weltkulturerbes. Deshalb ist dieser Aspekt in die Gesamtpotenz der Wirtschaftsleistung der Stadt Bern zu setzen. Es ist natürlich ein spezieller Aspekt. Natürlich macht er mit 6 Prozent nur wenig aus. Es kommt jedoch immer darauf an, worauf man den Fokus legt. Infolgedessen wäre eine Öffnung aus meiner Sicht gerechtfertigt.

Dazu kommt der Aspekt des Einkaufens. Das eine oder andere Ratsmitglied weiss vielleicht, dass ich ehemaliger Spitzensporttrainer bin. Dabei hatte ich ebenfalls das Problem, dass eine Nationalspielerin, die ich trainierte, im Verkauf tätig war: Es war jeweils nicht ganz einfach, Training, Spiele und Ladenöffnungszeiten zu koordinieren. Das erfordert natürlich einen Koordinationsaufwand. Wenn es aber um die Arbeitsplätze, um das Arbeitsverhalten und um den Schutz der Arbeitnehmer geht, frage ich mich immer, ob es notwendig ist, am Abend in einer Bar ein Bier trinken zu gehen oder einkaufen zu gehen. Denn diejenigen Leute, die verlangen, dass am Sonntag nicht gearbeitet wird, sehe ich bisweilen um 22 Uhr in einer Bar. Ich möchte wissen, wie man das in Relation zueinander setzt. Letztlich sollte man doch konsequent sein. Soviel ich weiss, ist man insbesondere in diesem Bereich auch nicht gerade überbezahlt. Mit der lauten Musik und der stickigen Luft ist das Personal in einer Disco oder in einer Bar auch nicht supergut gehalten.

Andrea Zryd und Natalie Imboden haben ausserdem gesagt, es sei aufgrund der fehlenden Nachfrage gar nicht notwendig, am Sonntag die Geschäfte offen zu halten. In einer Wirtschaftsordnung richten sich Angebot und Nachfrage immer nach denen, die sich dafür interessieren. Es ist nicht unsere Sache, den Leuten zu sagen, ob sie einkaufen sollen oder nicht. Das ergibt sich vielmehr von selbst. Ich kann mit einem Beispiel untermauern, dass es effektiv so ist. Ich war selbst einmal in der Landi. Im Kanton Bern wurden die Ladenöffnungszeiten bekanntlich um eine halbe Stunde verlängert. In der Landi hat das nicht rentiert. Deshalb wurden sie wieder zurückgefahren. Aber geben Sie doch dem Wirtschaftsstandort untere Altstadt Bern schlicht und einfach die Möglichkeit, die Ladenöffnungszeiten zu verlängern. Ich wiederhole: Im Grundsatz sind wir dafür; wir erkennen jedoch eine gewisse Problematik, indem zwischen oberer und unterer Altstadt eine Ungleichheit geschaffen wird.

Barbara Streit-Stettler, Berne (PEV). Die EVP lehnt diesen Vorstoss aus grundsätzlichen Überlegungen ab. Die Sonntagsruhe geriet in den letzten Jahren immer stärker unter Druck. Dagegen wehren wir uns. Das machen wir nicht aus religiösen Gründen, sondern weil wir den freien Sonntag als wohltuend empfinden. Am Sonntag können wir uns erholen und neue Kräfte sammeln. Auch soziale Kontakte können wir jenseits von wirtschaftlichen Zwängen und Kommerz pflegen. Wir wehren uns deshalb grundsätzlich gegen die Liberalisierung von Ladenöffnungszeiten, die der

Sonntagsruhe zusetzen. Für uns ist das, was in diesem Vorstoss gefordert wird, kein kleiner Schritt. Vielmehr ist es die altbekannte Salamitaktik gegen die Sonntagsruhe.

Ich führe noch drei Gründe an, weshalb man aus unserer Sicht genau diesen Vorstoss, in dem es um die untere Berner Altstadt geht, ablehnen sollte. In der unteren Altstadt von Bern wird auch sehr viel gewohnt; sie ist nicht einfach eine Ansammlung von Läden und Restaurants. Wenn wir die Ladenöffnungszeiten nicht noch mehr liberalisieren als bisher, nehmen wir auch Rücksicht auf die Anwohnenden. In denjenigen Orten des Kantons Bern, die heute schon Tourismusgebiete sind, gibt es saisonale Schwankungen. Vor allem im Sommer und im Winter ist dort sehr viel los, deshalb sind auch die Läden entsprechend länger offen. In der Zwischensaison hingegen herrscht Ruhe. In Bern wäre es anders: Dort gäbe das ganze Jahr über längere Öffnungszeiten, weil es keine saisonale Schwankungen gibt. Von daher müssen wir uns doppelt so gut überlegen, ob wir das wirklich wollen. Wie der Regierungsrat schreibt, werden die Öffnungszeiten, die schon heute aufgrund des liberalen Gesetzes möglich wären, nicht ausgeschöpft. Offensichtlich hat man festgestellt, dass sich das nicht rechnet. Es ist bekannt, dass sich lange Öffnungszeiten vor allem auch am Sonntag nicht lohnen. Das gilt wohl auch für das UNESCO-Weltkulturerbe in der unteren Altstadt. Weitere Argumente gegen diesen Vorstoss lesen wir in der Antwort des Regierungsrats. Ich bedanke mich in diesem Zusammenhang sehr für die differenzierte und umfassende Antwort. Wir bitten den Rat, dem Regierungsrat zu folgen und den Vorstoss abzulehnen.

Vania Kohli, Berne (PBD). Schon 2010 hat Mathias Tromp von der BDP einen ähnlichen Vorstoss eingereicht, in dem verlängerte Ladenöffnungszeiten für die ganze Altstadt verlangt wurden. Dieser Vorstoss sitzt in der Verlängerung und wartet auf den Ablauf. Die Motion Haas ist enger gefasst. Sie beschränkt sich auf die untere Altstadt und will auch die Möglichkeit einer speziellen Regelung vorsehen. Der Regierungsrat begründet so ausführlich wie selten, warum dies nicht möglich sei respektive nicht nötig sei, unter anderem auch mit dem Argument, dass 2010 der Berner Stadtrat diese Forderung bekanntlich abgelehnt habe. Das stimmt, der Stadtrat – dessen Mitglied ich damals noch war – hat sie abgelehnt, weil es vor allem eine Kompetenz des Kantons sei. Und zu Ihrer Information: Der Gemeinderat der Stadt Bern stimmt dieser Motion zu. Die BDP-Fraktion übrigens auch, und zwar einstimmig.

Erich Hess, Berne (UDC). Die SVP steht ganz klar hinter diesem Vorstoss. Der Regierungsrat hat, wie meine Vorrednerin bereits gesagt hat, hundert Gründe gefunden, weshalb es nicht möglich sein soll, die untere Altstadt als Tourismusgebiet anzuerkennen. Unter anderem führt er aus, dass Gemeinden, in denen ein Sonntagsverkauf möglich sei, die also im Tourismusgebiet sind, vorwiegend vom Tourismus leben müssten. In dieser Motion wird jedoch nur die untere Altstadt zum Tourismusgebiet erklärt, und davon ist ein grosser Teil vom Tourismus abhängig. Somit ist es berechtigt, dass in der unteren Altstadt Sonntagsöffnungszeiten eingeführt werden. Zusammen mit anderen linken Sprecherinnen wollte Natalie Imboden die Arbeitnehmer in Schutz nehmen. Aus meiner Sicht ist jedoch das Gegenteil der Fall. Sie nehmen die Arbeitnehmer nicht in Schutz, sondern plagen sie. Denn dadurch werden neue Arbeitsstellen geschaffen, und mehr Arbeitskräfte können beschäftigt werden. Die Gesamtarbeitszeiten müssen ohnehin eingehalten werden. Deshalb würde es neue Arbeitsplätze geben. Aber Links-Grün will wahrscheinlich immer neue Arbeitsplätze verhindern. Ich wäre grundsätzlich für eine vollständige Liberalisierung; diese ist jedoch eine nationale Angelegenheit. Deshalb müssen wir gemäss dem nationalen Recht handeln. Die Motion entspricht dem nationalen Recht; es ist nicht so, wie es der Regierungsrat ausführt. Ungleichheiten, wie sie die Grünliberalen angesprochen haben, entstehen aus meiner Sicht keine, und zwar weil hauptsächlich die untere Altstadt profitiert, denn nur die untere Altstadt ist vom Tourismus abhängig. Deshalb ist es legitim, dass dort die Läden am Sonntag geöffnet sein können. Es kann nicht sein, dass Tausende von Touristen vom Zeitglocken zum Bärengraben hinuntergehen, ohne dass wir versuchen, dort etwas Umsatz zu machen. Ich bitte den Rat, die Motion anzunehmen.

Mohamed Hamdaoui, Bienne (PS). Je suis peut-être un peu naïf, mais je crois en la parole donnée. Il y a quelques années, lorsqu'on a eu le débat sur l'ouverture dominicale des commerces dans certaines gares, une partie de la droite nous disait: surtout, on n'ira pas plus loin, jamais de la vie, promis juré, cela répond à un besoin économique ponctuel, cela répond à un besoin sociologique ponctuel, mais promis juré, franchement, on ne franchira pas un pas supplémentaire. Depuis, il y a eu au niveau national la motion Lombardi qui va un peu dans le sens de celle qui est proposée aujourd'hui, il y a une autre motion qui dit que, puisqu'on ouvre cela dans les régions

touristiques, ne faut-il pas faire cela aussi dans les régions périphériques, parce que finalement il y aura une distorsion au niveau de la concurrence. Moi je dis franchement à ceux qui sont les tenants du libéralisme pur et dur: allez jusqu'au bout de votre logique et dites que le dimanche est un jour comme un autre, que l'administration doit être ouverte les dimanches, il faut aussi que les crèches soient ouvertes le dimanche, et puis, comme cela les choses seront claires. Mais cette tactique du salami, elle devient vraiment insupportable.

Antonio Bauen, Münsingen (Les Verts). Wollen Adrian Haas und Co. in unserer Altstadt, die sehr schöne historische Bauten, sehr schöne Restaurants und Wohnungen aufweist, wirklich Tür und Tor öffnen, damit auch am Sonntag ein Riesenbusiness gemacht werden kann, sodass die untere Altstadt plötzlich nur noch touristisch ist und nur noch McDonald's und grosse Take-away-Buden aufweist? Wollen sie dort nur noch Bijouterien und das Ortsbild zerstörende Anlagen haben? Ich will das nicht. Tragen wir Sorge zur unteren Altstadt und zur Situation, wie sie jetzt ist. Ermöglichen wir vielleicht einzelnen Kiosken und Souvenirläden ihre Tätigkeit, wie es bereits heute möglich ist. Öffnen wir aber Tür und Tor nicht für Entwicklungen, die wir in dieser schönen Altstadt nicht wollen. Ich danke für die Ablehnung der Motion.

Andreas Rickenbacher, directeur de l'économie publique. Der Regierungsrat beantragt dem Rat, die Motion abzulehnen. Wie in der Debatte erwähnt wurde, wurde vor etwa zwei Jahren die Motion Tromp «Attraktivitätssteigerung in Tourismuszonen durch verlängerte Ladenöffnungszeiten» überwiesen. Die Verwaltung hat indessen erkannt, dass eine Umsetzung dieser Motion kaum möglich ist. Welches sind die Gründe dafür? Einiges wurde bereits erwähnt. Der erste wichtige Grund: Der Kanton ist nicht autonom. Damit ein Ladengeschäft am Sonntag geöffnet sein kann, müssen zwei Voraussetzungen erfüllt sein. Der Kanton ist nur bei der ersten dieser Voraussetzungen autonom, bei den kantonalen Ladenöffnungszeiten. Dort kann der Kanton legiferieren, wie es der Motionär fordert. Andererseits regelt das Bundesrecht, wann Personen in einem Ladengeschäft beschäftigt werden können. Diese Voraussetzungen sind weder in der unteren noch in der oberen Altstadt von Bern gegeben. Das Bundesrecht lässt nämlich Arbeit am Sonntag nur dann zu, wenn in einem Gebiet die Wirtschaft in überwiegendem Ausmass vom Tourismus geprägt ist. Der Bund legt ebenfalls Quoten dafür fest, was «überwiegend» bedeutet. Diese Quoten werden in der unteren Altstadt von Bern bei Weitem nicht erreicht und ebenso wenig in der gesamten Altstadt. Deswegen lässt es das Bundesrecht nicht zu, dass in der unteren Altstadt Personen am Sonntag arbeiten. Niemand könnte also angestellt werden, und daher ist der Kanton beim Legiferieren nicht autonom.

Es wurde ins Feld geführt, Familienbetriebe könnten geöffnet haben. Auch da hat der Bund sehr klar definiert, was ein Familienbetrieb ist. Die Definition von Familienangehörigen ist sehr eng gefasst. Aus diesem Grund könnten in der unteren Altstadt nur sehr wenige Betriebe profitieren, weil nur sehr wenige Betriebe echte Familienbetriebe sind. Zudem muss erwähnt werden, dass die heutigen Regelungen des Handels- und Gewerbegesetzes im Kanton Bern bereits relativ liberal sind. Gerade in der unteren Altstadt machen aber die wenigsten Betriebe von diesen Öffnungszeiten Gebrauch. Der Regierungsrat sieht deshalb nicht ein, weshalb die Öffnungszeiten, die schon heute gar nicht ausgenutzt werden, noch ausgedehnt werden sollen.

Es gibt weitere gravierende Nachteile bei der Umsetzung der Motion: Damit wird eine wesentlich engere Öffnung gefordert als bei der bereits erwähnten Motion Tromp. Genau dies ist jedoch ein wesentlicher Nachteil der Motion Haas, werte Grossratsmitglieder. Wenn sie überhaupt umgesetzt werden könnte – was die Regierung jedoch bezweifelt –, würde dies in der Altstadt von Bern zu stossenden Ungerechtigkeiten führen. Beispielsweise dürfte eine Bijouterie, die sich in der Marktgasse befindet und daher 100 Meter von der unteren Altstadt entfernt ist, am Sonntag nicht geöffnet haben, während ihre Konkurrentin, die 100 Meter weiter unten liegt, unterhalb des Zeitglockenturms, dies dürfte. Ich bezweifle, dass dies von den Gewerbebetrieben akzeptiert würde. Es ist damit zu rechnen, dass wir letztlich eine juristische Auseinandersetzung hätten. Wie in der schriftlichen Antwort zu lesen ist, ist auch klar, dass die Bestimmungen der Sonntagsarbeit, die auf eidgenössischer Ebene geregelt wird, durch die Umsetzung einer solchen Motion geschwächt würden. Betroffen wäre das Verkaufspersonal, dessen Arbeitsbedingungen ohnehin nicht zu den besten gehören. Das Verkaufspersonal müsste zusätzlich auch noch Sonntagsarbeit leisten. Auch dies hält der Regierungsrat nicht für sinnvoll. Aus all diesen Überlegungen heraus empfiehlt der Regierungsrat dem Parlament, die Motion abzulehnen.

Adrian Haas, Berne (PLR). Ich möchte noch einige Bemerkungen anbringen. Der Volkswirtschaftsdirektor sollte sich entscheiden, ob es unmöglich ist, weil man kein Personal beschäftigt, oder ob es für das Personal untragbar ist, am Sonntag zu arbeiten. Eines der beiden Argumente funktioniert nicht. Wenn es unmöglich ist, arbeitet auch niemand. Das war nun mehr humoristisch gemeint. Es ist tatsächlich möglich, dass gesamte Familien arbeiten können. Nicht ganz sicher ist, ob es nach Bundesrecht möglich ist, in dem Fall Personal anzustellen. Das wird geklärt werden müssen. Es ist auch klar, dass niemand einen Laden öffnet, wenn es sich nicht lohnt. Ich lasse in der Motion auch ausdrücklich offen, allenfalls eine andere Regelung zu treffen als in den restlichen Tourismusgebieten. Von daher ist die Motion relativ flexibel.

Vielleicht noch Folgendes: Vorletzte Woche fand ein Informationsmittag mit dem rot-grünen Gemeinderat der Stadt Bern statt. Das wurde auch von Vania Kohli erwähnt. Der Gemeinderat unterstützt dieses Anliegen ausdrücklich, ebenso Bern Tourismus und BERNcity. Ich bitte den Rat deshalb, den Vorstoss zu unterstützen. Es wäre ein kleiner Schritt, um den Bedürfnissen der Touristen entgegenzukommen. Selbstverständlich soll damit in der unteren Altstadt auch ein gewisser volkswirtschaftlicher Zusatznutzen generiert werden. Ratsmitgliedern wie Antonio Bauen, die nun bezüglich Grossverteilern in der unteren Altstadt Befürchtungen hegen, möchte ich sagen: Die Bauvorschriften sind sehr eng gefasst. Brandmauern dürfen nur ganz wenig durchbrochen werden: Das erlaubt keine Grossverteiler. Es gibt einen sehr rigiden Interieurschutz und zusätzlich auch eine Vorschrift, wonach ab dem zweiten Stockwerk nur noch Wohnen erlaubt ist. Diese Bauvorschriften in der Bauordnung würden grössere Einkaufsflächen verhindern. Mein Vorstoss wäre ein kleines Zeichen für die Touristen, die zunehmend die untere Altstadt frequentieren.

Le président. Damit stimmen wir über die Motion Haas ab. Wird die Motion annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 74

Non 65

Abstentions 7

Le président. Der Rat hat die Motion angenommen.